

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
CANNES PAYS DE LERINS

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU VENDREDI 14 JUIN 2024 - 9H00

DÉLIBÉRATION N° 25

**OBJET :**

**GEMAPI - POLITIQUE DE GESTION INTEGREE DES RISQUES DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS A  
L'ECHELLE COMMUNAUTAIRE - LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE DECLARATION D'INTERET GENERAL  
(DIG) D'ENTRETIEN POUR LE VALLON DE LA FOUX ET DE SES AFFLUENTS SUR LES COMMUNES DE  
CANNES, LE CANNET ET MOUGINS**

L'an deux mille vingt-quatre et le quatorze juin à neuf heures, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), dûment convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 5211-11, L. 2121-7, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est rassemblé au sein de la salle du Conseil Communautaire de Cannes située 31 boulevard de la Ferrage à l'hôtel de ville annexe de la Ville de Cannes, sous la Présidence de M. David LISNARD.

**Etaient présents :**

M. David LISNARD  
M. Sébastien LEROY  
M. Richard GALY  
M. Georges BOTELLA  
M. Christophe FIORENTINO  
M. Jean-Michel ARNAUD  
Mme Françoise BRUNETEAUX  
M. Gilles CIMA  
Mme Joëlle ARINI  
M. Nicolas GORJUX  
Mme Emma VERAN  
Mme Charlotte CLUET  
M. Grégori BONETTO  
Mme Noémie DEWAVRIN

Mme Véronique PIEL  
M. Thomas DE PARIENTE  
Mme Marie POURREYRON  
M. Jacques GAUTHIER  
Mme Béatrice GIBELIN  
Mme Sophie INGALLINERA  
M. André FRIZZI  
Mme Ana-Paula MARTINS DE  
OLIVEIRA  
M. Christian TARICCO  
Mme Sandrine BERGERE-MORANT  
Mme Magali CHELPI-DEN HAMER  
M. Haroutioun AINEJIAN  
M. Mike CASTRO-DEMARIA

Mme Chantal CHASSERIAUD  
Mme Christine LEQUILLIEC  
M. Gilles GAUCI  
Mme Muriel BERGUA  
M. Eric CHAUMIER  
Mme Marie TARDIEU  
M. Patrick PEIRETTI  
M. Charles BAREGE  
Mme Denise LAURENT  
M. Guy LOPINTO  
Mme Françoise DUHALDE-GUIGNARD

formant la majorité des membres en exercice.

**Etaient excusés :**

Mme Odile GOUNY-DOZOL qui avait donné pouvoir à M. Jean-Michel ARNAUD.  
M. Frank CHIKLI qui avait donné pouvoir à Mme Emma VERAN.  
M. Jean-Pierre PANSIER qui avait donné pouvoir à M. Jacques GAUTHIER.  
Mme Mireille BOISSY qui avait donné pouvoir à M. André FRIZZI.  
M. Jean-Marc CHIAPPINI qui avait donné pouvoir à Mme Véronique PIEL.  
M. Eric CATANESE qui avait donné pouvoir à Mme Charlotte CLUET.  
Mme Julie FLAMBARD qui avait donné pouvoir à Mme Christine LEQUILLIEC.  
Mme Fleur FRISON ROCHE qui avait donné pouvoir à Mme Denise LAURENT.  
M. Christophe ULIVIERI qui avait donné pouvoir à M. Richard GALY.  
Mme Maryse IMBERT qui avait donné pouvoir à M. Guy LOPINTO.

certifié exécutoire compte tenu de :  
- la réception en sous-préfecture  
en date du 24/06/24  
- la publication en date du 24/06/24

**Etaient absents :**

M. Yves PIGRENET, Mme Michèle TABAROT, Mme Muriel DI BARI, M. Bernard ALENDA, Mme Michèle ALMES, M. Didier CARRETERO, Mme Monique GARRIOU, M. Bruno PEBEYRE, Mme Florence ROMIUM, M. Jacques NESA, Mme Véronique VOULLEMIER, M. Marc OCCELLI, Mme Stéphanie DONNET ANDRIVON  
M. Franck GALBERT

M. Nicolas GORJUX a quitté la séance après le vote de la question n° 8 en donnant pouvoir à Mme Françoise BRUNETEAUX.

Le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du 05/04/2024 est approuvé à l'unanimité.

La liste des décisions communautaires prises en application des articles L. 5211-10 et L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales est communiquée aux élus.

La liste des marchés publics et avenants à la suite de la délibération n° 7 du 17 juillet 2020 et en application des articles L. 5211-2 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales est communiquée aux élus.

En application des articles L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Grégori BONETTO est désigné comme secrétaire de séance.

Au cours de la séance, le Conseil Communautaire s'est prononcé sur l'affaire suivante :

**Monsieur David LISNARD, Président, donne la parole à Monsieur Christophe FIORENTINO, rapporteur.**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment l'article L. 5216-5 ;

VU le Code de l'Environnement, plus particulièrement les articles L. 123-1 et suivants et L. 211-7 ;

VU le Code Civil, notamment les articles 640, 641, 1241 et 1242 ;

VU le Code Rural et de la Pêche Maritime, plus particulièrement les articles L. 151-36 à L. 151-40 ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant création de la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins au 1<sup>er</sup> janvier 2014, regroupant les Communes de Cannes, Le Cannet, Mandelieu-La Napoule, Mougins et Théoule-sur-Mer, modifié par arrêtés préfectoraux des 27 mai 2016, 23 décembre 2016, 28 décembre 2018, 24 décembre 2019 et 1<sup>er</sup> juin 2021 portant notamment transfert de nouvelles compétences ;

VU les nouveaux statuts de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° 4 du 16 décembre 2015 portant transfert des compétences « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), de lutte contre les inondations et de submersion » au titre des compétences facultatives de la C.A.C.P.L. au 1<sup>er</sup> juin 2016 ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° 26 du 29 septembre 2017 relative aux modalités de mise en œuvre des Déclarations d'Intérêt Général (DIG) d'entretien des vallons et cours d'eau de la C.A.C.P.L. ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° 30 du 28 septembre 2018 relative au lancement de la procédure de DIG d'entretien du Vallon de la Foux et de ses affluents sur les Communes de Cannes, Le Cannet et Mougins ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° 2 du 27 septembre 2019 relative aux modifications statutaires de la C.A.C.P.L. définissant comme obligatoire la compétence « GEMAPI » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

CONSIDERANT que le territoire de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.) a subi, le 3 octobre 2015 ainsi que les 23 et 24 novembre 2019 et les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2019, des intempéries particulièrement violentes qui ont engendré de nombreuses pertes humaines et des dégâts matériels considérables ;

CONSIDERANT que ces phénomènes de crue récurrents sont extrêmement rapides, sur un territoire très urbanisé qui présente des enjeux vulnérables importants, constituant un véritable bassin de risque ;

CONSIDERANT que, face à ces épisodes climatiques dévastateurs, les Communes de Cannes, Le Cannet, Mandelieu-La Napoule, Mougins et Théoule-sur-Mer ont souhaité transférer la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) à la C.A.C.P.L., pour conforter la solidarité territoriale et favoriser l'émergence d'une gestion intégrée des risques liés aux inondations ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces circonstances, la Communauté d'agglomération met en œuvre une réelle politique coordonnée de prévention des inondations en agissant sur l'ensemble des leviers de gestion des risques liés aux inondations, dont notamment l'entretien des cours d'eau et vallons ;

CONSIDERANT que l'entretien des vallons est primordial afin de maintenir leur capacité d'écoulement et réduire le risque inondation ;

CONSIDERANT que le Vallon de la Foux et ses affluents, situés sur les Communes de Cannes, Le Cannet et Mougins, ont fait l'objet d'importants dégâts à la suite des intempéries du 3 octobre 2015 ;

CONSIDERANT que leur linéaire est à plus de 70 % en domaine privé et qu'une insuffisance d'entretien de ce vallon et de ses affluents peut conduire à la formation d'embâcles et à la réduction de leur capacité hydraulique par accumulation des dépôts de sédiments, pouvant aggraver les phénomènes d'inondation ;

CONSIDERANT que, conformément aux dispositions prévues par délibération du Conseil Communautaire n° 26 du 29 septembre 2017 susvisée, les opérations de débroussaillage en domaine privé sur le territoire communautaire sont à la charge des propriétaires riverains ;

CONSIDERANT, cependant, que la responsabilité d'un unique propriétaire riverain semble difficilement imputable pour les travaux d'entretien de curage des zones d'atterrissement, d'enlèvement des embâcles naturels et anthropiques, et de petites maçonneries, qui résultent principalement de phénomènes naturels d'érosion et de transport solide ou d'actes d'incivisme ;

CONSIDERANT que les présents travaux d'entretien en domaine privé de curage des zones d'atterrissement, d'enlèvement des embâcles naturels et anthropiques, et de petites maçonneries, nécessitent effectivement une coordination et des moyens techniques conséquents hors de portée d'un particulier ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces circonstances et au titre de la compétence GEMAPI de la C.A.C.P.L., cette dernière peut se substituer aux riverains pour assurer les travaux susmentionnés en partie privative, dans le cadre d'une Déclaration d'Intérêt Général (DIG) d'entretien ;

CONSIDERANT que, par délibération du Conseil Communautaire n° 30 du 28 septembre 2018 précitée, la Communauté d'agglomération a, ainsi, souhaité lancer une procédure de DIG pour l'entretien du Vallon de la Foux et de ses affluents, en sus de celles déjà portées sur le territoire communautaire, plus particulièrement :

- la DIG d'entretien des vallons du Gabres et du Devens sur la Commune de Cannes ;
- la DIG d'entretien des cours d'eau de La Frayère et de la Roquebillière sur les Communes de Cannes, de Le Cannet et de Mougins ;
- les DIG d'entretien pour les cours d'eau du Riou de l'Argentière, de la Siagne et de ses affluents, du Béal, des côtiers Théouliens et des vallons affluents de la Brague portées par le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (SMIAGE) MARALPIN respectivement sur les Communes de Mandelieu-La Napoule, de Cannes, de Théoule-sur-Mer et de Mougins ;

CONSIDERANT qu'après avancement du dossier et avant enquête publique, il convient de compléter et de préciser les modalités de ladite procédure de DIG ;

CONSIDERANT que celle-ci est lancée pour une durée de cinq ans et comprend les interventions relatives au curage des zones d'atterrissement, à l'enlèvement des embâcles et à la réalisation de petites réparations ponctuelles dans les sections artificialisées (travaux de petites maçonneries, de reprises de voûtes, piédroits et radiers, etc.) ;

CONSIDERANT que la C.A.C.P.L. prendra donc en charge la réalisation de ces travaux ainsi que les dépenses correspondantes ;

CONSIDERANT que le montant global, sur cinq ans, des travaux d'entretien en domaine privé du Vallon de la Foux et de ses affluents relatifs au curage des zones d'atterrissement, à l'enlèvement des embâcles naturels et anthropiques, et aux travaux de petites maçonneries, est estimé à environ 117 900,00 € HT ;

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU VENDREDI 14 JUIN 2024

QUESTION (SUITE) N° 25

CONSIDÉRANT que cette disposition n'exonère en rien le propriétaire d'entretenir la portion du vallon située sur sa parcelle ;

CONSIDÉRANT également que cette disposition n'exonère pas les contrevenants déversant des détritiques et encombrants dans le vallon qui restent susceptibles de poursuites au titre des pouvoirs de police en matière de dépôts sauvages ;

CONSIDÉRANT que, s'agissant des opérations d'entretien de la végétation en domaine privé qui demeurent à la charge des propriétaires riverains, la Communauté d'agglomération contrôlera le bon état d'entretien du Vallon de la Foux et de ses affluents et pourra intervenir, au travers de la procédure de travaux commis d'office, uniquement en lieu et place des propriétaires défaillants ;

CONSIDÉRANT que la C.A.C.P.L. refacturera, ainsi, les dépenses engagées, après constat de carence aux propriétaires concernés ;

CONSIDÉRANT que ces modalités de participation financière respectent le principe d'équité des administrés tout en garantissant l'efficacité sur le terrain pour un entretien optimisé en domaine privé ;

CONSIDÉRANT que le dossier de DIG est soumis à enquête publique conformément à l'article L. 151-37 du Code Rural et de la Pêche Maritime ;

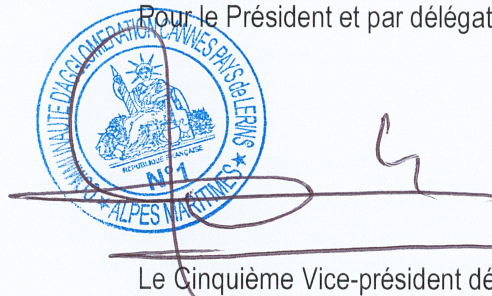
En conséquence, le Conseil Communautaire est appelé à :

- APPROUVER le lancement de la procédure de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) d'entretien du Vallon de la Foux et de ses affluents sur les Communes de Cannes, Le Cannet et Mougins ;
- APPROUVER les modalités de participation financière des propriétaires riverains et de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.) aux opérations d'entretien du Vallon de la Foux et de ses affluents ;
- APPROUVER la prise en charge par la C.A.C.P.L. des travaux de curage des zones d'atterrissement, d'enlèvement des embâcles naturels et anthropiques, et de petites maçonneries, en domaine privé ainsi que des dépenses afférentes ;
- APPROUVER le dossier de DIG pour l'entretien du Vallon de la Foux et de ses affluents soumis à enquête publique, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- AUTORISER M. le Président, ou le Vice-Président délégué à la GEMAPI, à solliciter auprès du Préfet des Alpes-Maritimes, l'organisation d'une enquête publique préalable ;
- AUTORISER M. le Président, ou le Vice-Président délégué à la GEMAPI, à modifier le programme des travaux pour prendre en compte les remarques des services de l'Etat et/ou du commissaire-enquêteur à l'issue de l'enquête publique ;
- AUTORISER M. le Président, ou le Vice-président délégué à la GEMAPI, à effectuer toutes démarches nécessaires à la bonne exécution de cette délibération, ainsi qu'à signer tous actes ou documents afférents ;
- DIRE que les crédits afférents seront inscrits au Budget principal, en section de fonctionnement, au chapitre 011 en dépenses et au chapitre 70 en recettes.



Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits (suivent les signatures).

Pour le Président et par délégation,



Le Cinquième Vice-président délégué  
à la GEMAPI et à l'Assainissement  
Christophe FIORENTINO